

individus, des citoyens qui composent notre nation, le Canada.

Voilà ce qu'il me faut expliquer et démontrer avec le plus de précision possible, non pas tant pour blâmer qui que ce soit que pour éclairer les honorables députés sur une situation économique nationale que nous ne pouvons plus tolérer, que nous devons changer avant qu'elle nous conduise au désastre final.

Cette situation dépend donc aussi bien des libéraux que des conservateurs qui conduisent alternativement les affaires du pays depuis 100 ans, depuis la Confédération. Un changement des deux vieux partis au pouvoir en lui-même ne veut pas dire un changement dans la conduite du système de taxation. Voilà pourquoi, dans les circonstances actuelles, je préfère continuer d'administrer le Canada sous la direction des libéraux et chercher à les convaincre eux-mêmes qu'il leur appartient de faire les changements nécessaires, non pas dans les hommes au pouvoir, mais dans leur attitude à l'égard du pouvoir. Ce ne sont pas les hommes qu'il faut changer, mais il faut redresser la reconnaissance véritable de leurs responsabilités dans leur mandat de représentants du peuple.

• (8.10 p.m.)

Qu'est-ce donc qu'un député? Pourquoi sommes-nous donc ici?

Pour les citoyens qui ont la vie, au nombre de 20,610,000, ou pour les grandes banques et compagnies du Canada, avec leurs présidents et directeurs millionnaires et multimillionnaires? Sommes-nous ici les représentants des citoyens ou les représentants des compagnies?

Pourquoi, alors, tant de banques et de compagnies de toutes sortes réalisent-elles tant de profit sur une production annuelle de 62 milliards en 1967, quand tant de personnes et de familles manquent du nécessaire?

Pourquoi le Canada est-il toujours lui-même en déficit, chaque année, et même en 1967, quand les huit banques augmentent leur actif total de plus de 3 milliards 200 millions, quand les compagnies, en plus de leurs 5½ milliards de profits déclarés et taxés, font encore plus de 15 milliards de profits cachés, camouflés, comptabilisés, non taxés et recapitalisés dans l'économie nationale, alors que plus de 60 p. 100 de la population vit au jour le jour, manquant du bien-être ou de l'honnête aisance, et ne pouvant jouir de la prospérité générale du Canada?

Pourquoi tout cela se fait-il sous notre autorité législative et administrative? L'honorable ministre des Finances (M. Sharp) peut-il me répondre? Le très honorable premier ministre (M. Pearson) et l'honorable ministre de la Justice (M. Trudeau) peuvent-ils répondre à cette question?

[M. Latulippe.]

Par ailleurs, quand on juge nécessaire d'augmenter le revenu annuel garanti des vieillards, il faut aller chercher 280 millions dans le pouvoir d'achat déjà trop restreint des autres contribuables. Pourquoi pas dans les 15 milliards de profits recapitalisés des grandes compagnies? Pourquoi ces purges de 1 p. 100, de 5 p. 100 de majoration d'impôt sur le revenu, ou d'augmentation de taxes sur la consommation des individus vivants et souffrants, quand des compagnies anonymes et irresponsables ont réalisé, avec notre autorisation, des profits recapitalisés de plus de 15 milliards en 1967, même après avoir payé des impôts sur des profits déclarés de 5½ milliards?

Je pose la question suivante aux honorables représentants de toute la population du Canada: De qui sommes-nous les ministres ou les députés, ici, dans cette plus haute institution parlementaire du Canada?

Croit-on que je parle à travers mon chapeau, que j'invente des chiffres approximatifs, que j'ai rêvé cette trouvaille la nuit dernière? Qu'on aille aux renseignements. Voici une liste de chiffres que chaque député peut se procurer au Bureau fédéral de la statistique, chiffres que vous tous connaissez ou, du moins, devriez connaître, en tant que représentants de tous les citoyens du Canada.

Pour bien indiquer que je ne vise pas plus les libéraux que les conservateurs, je vais donner les statistiques des cinq dernières années du régime conservateur et les cinq dernières années de l'administration libérale. Depuis dix ans, notre gouvernement accumule les déficits, alors que 60 p. 100 de notre population manquent du nécessaire. Voyons, par contre, de quelle façon les compagnies ont administré leurs affaires, c'est-à-dire nos affaires et celles de leurs actionnaires, présidents et directeurs, toujours avec notre permission, notre collaboration, notre connivence plus ou moins consciente ou éclairée.

Monsieur l'Orateur, je cite donc les statistiques suivantes:

En 1957, les compagnies ont déclaré des profits imposables de 3 milliards 56 millions comparativement à 7 milliards 335 millions non taxés. En 1958, sous l'administration des conservateurs, les profits déclarés et imposés s'élevaient à 3 milliards 75 millions, alors que les profits non imposés étaient de l'ordre de 6 milliards 975 millions. En 1959, les profits imposés atteignaient la somme de 3 milliards 504 millions, et les profits non imposés 6 milliards 894 millions. Toujours sous l'administration des conservateurs, en 1960, les profits déclarés et imposés étaient de l'ordre de 3 milliards 338 millions et les profits non imposés, 6 milliards 692 millions. Sous le régime conservateur, en 1961, 3 milliards 427 millions de profits déclarés, comparativement